

COMPTE RENDU (CE)

Date : 7 novembre 2023

Ouverture de la séance : 18 :05

Liste émargement en annexe.

13 votants au démarrage du conseil d'établissement.

Le secrétariat est assuré par l'administration (M. FEKIH).

Le PV du précédent C.E est adopté à l'unanimité pour 13/13.

1- Commissions : pour vote

La mise en place des commissions suite aux élections des représentants (Parents-personnels-élèves).

Les différentes commissions en conformité avec la circulaire des instances sont énumérées, ainsi que les membres pour chaque instance :

CHS ; CHSCT ; conseil de discipline ; commission éducative ; cellule de formation ; restauration ; conseil Ecole-Collège ; CESC...

M Pajot demande des précisions sur le conseil École-collège

Le chef d'établissement précise que cette instance assure le lien entre le primaire et le collège.

Concernant la commission du dialogue social, M. Pajot pose la question de sa mise en place, car selon lui cette instance est absente de la circulaire AEFÉ relative aux instances des EGD.

M. Collet indique qu'une vérification sera faite, le vote qui sera proposé n'intégrera pas cette commission.

CVL et CVC n'ayant pas été constitués, leur composition sera présentée au prochain CE.

Enfin, il paraît plus facile aux élèves de se présenter au CVL, car cela représente une plus-value dans le dossier des élèves, en revanche c'est plus difficile d'avoir des candidats au CVC selon notre CPE.

Les différentes commissions sont adoptées à l'unanimité pour 13/13.

2- Le règlement du C.E : pour vote

Le règlement du fonctionnement du conseil d'établissement est présenté aux membres. Après lecture des articles, il est soumis au vote.

Il est adopté à l'unanimité 13/13 pour.

3- Points de rentrée : pour information

- 804 élèves
- 44,34 % passeport français
- 100 % Bac 100% DNB (Le proviseur précise les mentions)
- 84 % de poursuite d'études en France
- 102 licenciés : activités diverses, Association sportive
- ETP 56 CDL
- Elèves à Besoins éducatifs particuliers Collège et Lycée 21 élèves suivis, élémentaires 19 élèves, 6 élèves accompagné par AESH
- Question Parents comment sont choisis les AESH : pour les familles, souvent sur proposition du LFIP avec un accompagnement cadré par Médecin Infirmière et psychologue.

Un point sur le Flesco et les SI 24 pour-cent 39 Pour-cent

Collège SI Seconde et première baisse des SI (Étude qualitative sur 3 ans souhaitée)

Un point sur les options et combinaison des spécialités.

Spécialité en 1 ère et Term M Colleu fait remarquer les contraintes de certaines combinaisons (EDT compliqué et coût horaire important) Question des parents, comment remédier ? Certaines combinaisons peuvent être remises en cause. Il y a jusqu'à 14 combinaisons de spécialités dans une classe auxquelles s'ajoutent des combinaisons d'options. Les élèves n'ayant pas le don d'ubiquité, il est difficile de faire des EDT satisfaisants.

EBEP

M MIROCHNIKOV : qui choisit si un élève doit avoir un PAI, ou un PAP ou un PPS ?

M COLLEU : tout est cadré par des textes, et toutes les mises en place sont étayées par des informations obtenues de médecin, psychologue, infirmière et des enseignants.

Mme GATHERON : il faut modifier le nombre d'élèves au primaire dans le tableau EBEP- Il faut mettre 1 concernant le nombre d'élèves en situation de handicap.

Pourquoi Monsieur Palis est dans le tableau maître D, puisqu'il n'est pas possible qu'il ait des heures dédiées. Monsieur PALIS ne souhaite pas faire partie du tableau, car il n'a pas de décharge.

M COLLEU : effectivement son nom va être enlevé de l'enquête.

M MIROCHNIKOV : est-ce qu'il va y avoir des heures dédiées au suivi des EBEP.

M COLLEU : à partir de janvier oui

Mme GATHERON : êtes-vous sûr, car Mme PETON dit que chef secteur AEFE n'est pas d'accord.

M COLLEU : ce sujet sera abordé à nouveau dans les questions diverses. Il s'agit d'heures mises à la disposition pour le suivi de ces élèves.

SECTIONS INTERNATIONALES

M PAJOT : a-t-on des chiffres sur évolution des effectifs des Sections internationales ?

M COLLEU : nous allons donner les chiffres sur 3 ans

SPÉCIALITÉS

M COLLEU : coût des spécialités élevé, car faible effectif des terminales

M MIROCHNIKOV : comment remédier à ce coût ?

M COLLEU : il faudrait réduire le nombre de triplettes; mais une liberté de choix est jusque-là laissée aux familles.

Nous proposerons un panel de triplettes l'année prochaine qui auront du sens dans les poursuites d'études. 4 triplettes en place cette année sont exotiques et ont particulièrement bloqué l'EDT.

M PAJOT : il faut ouvrir le débat, car cela a créé des contraintes d'emploi du temps ; contraintes locales : trafic intense à Pékin, impact sur temps de trajet. Il doit y avoir un projet d'orientation derrière le choix des triplettes ; le coût horaire est très important

Mme MEZERAY : cela peut être une stratégie pour les élèves pour obtenir des points

M LEGRAND : la 3ème spécialité est importante pour le contrôle continu

M MIROCHNIKOV : expliquer aux parents que plus on met de contraintes aux emplois du temps, moins on a de liberté

M COLLEU : 14 triplettes au total dans une classe, les élèves ont presque tous un EDT individualisé ; il faut réduire le nombre de combinaisons

DOUBLE- NIVEAU PRIMAIRE

M. MIROCHNIKOV : interpelle sur les doubles niveaux ; cela a fait partir des familles ; nous avons déjà interpellé la direction ; il faut signaler à l'inspection académique ; les parents sont insatisfaits de ce système

Mme GABEL : le système des double-niveaux existe en France

M MIROCHNIKOV : mais nous ne sommes pas en France ; les parents souhaitent que le LFIP mette les moyens pour que ce problème ne se pose pas l'année prochaine

M PAJOT : les collègues du primaire sont professionnels et savent gérer. Les représentants de parents doivent se focaliser sur le bien-être des enfants et faire attention à ce qui peut être dit; nous avons un rôle pédagogique; nous aurions pu éviter des choses, mais nous devons avancer sur notre réflexion. Il y a énormément de projets où les enfants se retrouvent. Les enseignants du primaire savent gérer l'hétérogénéité et cela doit être expliqué aux parents. Il faut faire de la pédagogie pour éviter que les parents s'inquiètent.

Mme GABEL : les doubles niveaux sont mis en place en dernier recours ; le choix a été fait parmi les 8 propositions faites l'année dernière

M MIROCHNIKOV : nous voulons être associés l'an prochain au projet de la composition de la structure ?

M COLLEU : cela relève de l'organisation interne. Les parents n'ont pas à intervenir.

Mme GATHERON : il faut veiller à ne pas ajouter des difficultés dans les classes là où il y en a déjà

M MIROCHNIKOV : nous devons veiller à ce que le lycée ne se dégrade pas.

Mme POHLAND : nous avons toujours connu les doubles niveaux au LFIP, j'y étais moi-même élève.

M LEGRAND : pourquoi devez-vous faire des doubles niveaux ?

Mme MEZERAY : à cause des effectifs et des moyens qui sont contraints, un nombre d'élèves total induit un nombre de classes qui ne peut pas être dépassé.

Mme Li souligne la nécessité d'avoir une communication pour expliquer.

La représentante des élèves confirme que les doubles niveaux ont toujours existé et elle témoigne qu'en primaire elle a été dans une des classes en « double niveau ».

M. Colleu : L'établissement ne peut pas prendre l'engagement de faire disparaître les doubles niveaux, c'est de l'ordre de l'organisation interne.

4- IMP : pour information

Le montant payé est de 1 250 euros pour une IMP
22,5 IMP ont été attribués dans l'établissement

5- BUDGET : avis formulé par un vote

Depuis 2023, le calendrier budgétaire a changé ; on remonte le budget N+1 avant d'avoir fait le budget rectificatif.

le budget 2024 consacrera des investissements en direction des installations sportives

M MIROCHNIKOV APE : souhaite être associée à ce projet afin d'optimiser les installations extérieures été/ hiver

M FEKIH : vous y serez convié.

M FEKIH : la construction du budget s'appuie sur une hypothèse prudentielle au niveau des effectifs

Mme GATHERON : il serait bien d'avoir les chiffres des années précédentes

M FEKIH : année 2024 dépenses façade, l'investissement est augmenté par le renouvellement de la façade.

M MIROCHNIKOV : ce sont les parents qui paient tout.

M FEKIH : non les parents ne paient pas tout ; l'AEFE paient une part des salaires et prend, pour le moment, la charge du remboursement de l'emprunt.

M LOUSTAUNAU : que met-on dans le fonctionnement ?

M FEKIH : pédagogie, chauffage maintenance contrats, toutes les charges afférentes au fonctionnement de notre établissement.

M PAJOT : pourquoi l'établissement doit supporter 50% du coût de la façade alors que l'AEFE s'était engagée à son remplacement et cela apparaît dans les PV précédents.

M FEKIH : en 2025 nous pourrions à nouveau thésauriser, nous constatons que les charges de maintenance augmentent en lien avec le vieillissement de la structure bâtementaire.

M PAJOT : indique que la déconcentration des voyages a un coût en termes de temps de travail, charge de travail qui est augmenté.

M MIROCHNIKOV : le budget de communication a baissé, alors qu'il faut communiquer pour augmenter les effectifs.

M FEKIH : la somme allouée ne comprend pas le salaire du chargé de communication, la somme reste donc conséquente.

M PAJOT : beaucoup d'argent est alloué au jardin, mais peu à l'entretien : a-t-on prévu une somme pour l'entretien indispensable ?

M FEKIH : nous avons 2 jardiniers prévus dans le contrat avec BCE.

Mme CHARLES : j'ai un projet pour replanter des arbres

M PAJOT : il y avait aussi un projet de l'ambassade

Mme GATHERON : il faudra penser à des solutions pour amener de l'ombre autour du terrain de sport.

Mme LI ayant quitté la salle au cours des échanges
Budget adopté unanimité 12/12

6- Exonération des frais de scolarité des PDL : pour info et débat

Les contrats locaux sont inquiets sur la prise en charge des frais de scolarité, ils ont déposé une pétition auprès de la direction pour demander une augmentation de 80%.

M PAJOT précise que c'est un vrai problème d'attractivité de l'établissement, certains personnels ne peuvent pas scolariser leurs enfants dans l'établissement, car le coût est trop élevé. Il faut bien traiter les personnels. Cette dépense supplémentaire si l'on regarde l'impact sur le coût, on s'aperçoit que l'augmentation n'est pas exorbitante au regard du budget total. Ceux qui ont plus d'un enfant ne peuvent pas scolariser leurs enfants. Ce n'est pas admissible en termes d'égalité quand on est français et que l'on ne peut pas scolariser ses enfants à cause du coût.

Certains établissements sont passés à 80% du financement de la scolarité des PDL

M FEKIH : nous ne sommes pas opposés, mais il faut étudier la soutenabilité

M PAJOT : il y a urgence, car on perd des personnels qui perdent du pouvoir d'achat. Il faut que l'agence l'entende. L'Ambassade doit porter cette demande, il en va de la survie de l'établissement ; ce n'est même plus l'attractivité le sujet.

M FEKIH : c'est une proposition d'étape.

M PAJOT : j'invite la secrétaire générale à venir à Pékin, la question de l'école est centrale ; on scolarise les enfants de grosses sociétés

M MIROCHNIKOV : l'APE soutient les propos de M Pajot. Quel est l'avis de l'agence sur ce sujet ? Est-il possible de porter le sujet au C.A de l'AEFE ?

M LAFORGE : les personnels de l'établissement ont besoin de visibilité, car les parents se projettent jusqu'au lycée, ici rien n'est subventionné et il est important que des responsables viennent voir comment cela se passe en Chine. Les parents qui demandent des bourses ne le font pas avec plaisir.

M FEKIH : les parents de nationalité française ont cette chance de pouvoir demander les bourses.

7- TRANSPORT : pour info

M COLLEU : ce marché est en ce moment travaillé, Le service connaît actuellement des difficultés ; le problème du temps de transport peut être résolu en repensant l'organisation des lignes de bus

M MIROCHNIKOV : nous sommes déjà invités à réfléchir au prochain marché et avons des propositions de demande permettant de mieux constituer les listes

M FEKIH s'est engagé à être au départ des bus chaque jour, à 17h40.

Dans l'organisation actuelle quand un bus n'est pas complet cela retarde tous les bus

M PAJOT : il faut réfléchir à la façon de faire monter les élèves afin de permettre aux bus de partir à l'heure.

M COLLEU : si les lignes sont démultipliées, cela impliquera un coût supplémentaire.

M LEGRAND : Le transport fonctionnait mieux les années d'avant et ce n'est pas lié au covid, les arrêts ont été modifiés cette année.

M COLLEU : les arrêts ne dépendent pas du lycée ni de la société mais d'autorisations de stationnement et d'arrêt de la ville de Pékin.

M MIROCHNIKOV : les nouveaux logiciels de transports peuvent « matcher » avec des logiciels d'emplois du temps.

M LEGRAND : le bus de 18h30 a des arrêts qui ne sont pas optimisés ; les élèves aimeraient ajouter l'arrêt de Solana qui concerne 5 élèves et supprimer l'arrêt de la station de métro.

Cela concerne un seul élève et un professeur.

M COLLEU : donnez vos propositions à M FEKIH et si c'est possible, nous répondrons à votre demande.

8- CGEA : pour info

M COLLEU : assurances CGEA et assistance pour les voyages; cette plateforme permet d'avoir un médecin en ligne, des informations sur les lieux de soins, l'expertise de l'endroit où peuvent être donnés les meilleurs soins. Le lycée payait aussi international SOS, assistant auparavant. On payait 2 fois pour la même prestation. La CGEA suffit.

M FEKIH : les professeurs partent avec une régie pour les petits frais; si les frais sont élevés, à la suite d'une hospitalisation, la CGEA prend le relais.

Mme GATHERON : est-ce que s'il y a un problème on vient chercher l'enfant sur place ?

M FEKIH : oui.

Mme GATHERON : et si nous ne sommes pas encore à l'hôpital ?

M FEKIH : oui aussi.

9- QUESTIONS DIVERSES

Questions des parents :

Tout a presque été abordé ;

M MIROCHNIKOV: ne pas supprimer de classes, de ne pas en baisser le nombre

M COLLEU : le poste de philosophie est gelé, ainsi que deux postes en maths, soit 3 postes vacants; actuellement occupés par des locaux.

Il manque un professeur d'anglais suite au départ de M. Greene ; le lycée va recruter. La commission a eu lieu ce jour; un autre professeur est en arrêt maladie.

M MIROCHNIKOV : y a t il eu une communication auprès des parents sur ces sujets ?

Mme MEZERAY : les cours sont remplacés pour la grande majorité

M COLLEU : il est envisagé que les heures perdues en spécialité seront compensées avec une heure en plus jusqu'à la fin de l'année. Cette proposition sera faite au professeur actuellement en arrêt.

M COLLEU : il y a des professeurs qui ne sont pas des professeurs confirmés, ils sont au nombre de 4. Ils ont et vont bénéficier de formations de stages et sont chapeautés par des enseignants du lycée

Mme CHARLES : gros efforts cette année du LFIP pour épauler les enseignants néo, leur permettant d'entrer rapidement dans les bases du métier.

M COLLEU : le protocole pollution du lycée respecte les indicateurs Chinois ; les systèmes de filtration intérieur sont régulièrement révisés et entretenus

Une sonde avait été installée au lycée et ne fonctionnait pas : les données étaient inutilisables d'où la référence prise auprès de Agriculture Center.

M MIROCHNIKOV : va t-on mettre en place des sondes fiables?

M COLLEU : le coût a été étudié et est prévu.

Mme GABEL : les enfants ne portent pas de masque non plus les jours de pollution. C'est pourtant de la responsabilité des parents.

Mme GATHERON : si le sujet de la pollution est important, les enfants doivent mettre des masques

M PAJOT : si les gens souhaitent changer le protocole, cela doit être fait lors de la CHS ; la question des seuils est toujours un sujet complexe.

M COLLEU : il faut utiliser les bons outils pour faire les mesures selon que l'on soit à l'intérieur ou à l'extérieur ; il y a beaucoup de confusion dans l'analyse des chiffres.

M FEKIH : à propos du wifi, la capacité a été rehaussée et nous sommes au maximum.

M LEGRAND : peut-on désolidariser le réseau avec vpn?

M FEKIH : si on enlève le VPN, cela engendre des risques liés à la sécurité.

M COLLEU lit la réponse apportée par le service informatique en amont du CE.

M COLLEU : le problème ne pourra pas être résolu dans l'immédiat.

M LEGRAND : la captation de la 5G est inégale dans le lycée.

M COLLEU : les amplificateurs sont illégaux aussi.

M FEKIH : problème des clés USB; cela va être amélioré; certains ordinateurs vont à nouveau accepter les clés USB, mais le drive sera privilégié

Une rencontre sera organisée entre les élèves et les informaticiens sous la présidence de M. Fekih.

M COLLEU espère avoir répondu sur le bilan de rentrée et espère avoir été complet

Pour le groupe d'aide, il faut évaluer les besoins et ensuite mettre en place les ressources, donc des moyens humains. Il faut prendre en compte qu'à Pékin, il n'y a pas de ressources extérieures telles que celles que l'on peut trouver en France; il sera nécessaire peut-être de transformer un poste local pour avoir un poste spécialisé qui devient effectivement répondre au besoin de ces élèves.

A parti de janvier, le lycée essaiera de palier et mettra des heures effectives en place afin de mettre en place des observations et des bilans.

M MIROCHNIKOV : l'an dernier il a avait 3 personnes.

M PAJOT : projet qui est en place depuis plusieurs années, il y a un besoin et un discours institutionnel très fort. Inclusion et moyens donnés est un sujet porté par le ministère de l'EN et le président lui-même.

Il ne peut y avoir un tel décalage entre les discours et la réalité du terrain. Le groupe d'aide est un travail de collègues qui ont des compétences que l'on n'exploite pas ; ce groupe d'aide concerne le primaire et le secondaire.

La gestion est verticale et faite pas des personnes qui n'ont pas la vision.

Nous ne sommes pas à Shanghai, ou Singapour, avec une population à dominante diplomatique.

En tant qu'élus, je vais porter la pétition déposée par les personnels.

Si Monsieur Cario revenait au lycée, je lui dirais la même chose.

C'est un sujet porté par la directrice de l'AEFE.

Ce n'est pas qu'un problème d'argent, mais aussi une question politique et de fonctionnement, et ce n'est pas satisfaisant pour l'établissement.

M FEKIH : la réponse négative obtenue n'est pas une question de moyens, la raison est qu'un personnel détaché ne peut être que devant sa classe.

M COLLEU : il faudra transformer un poste de détaché en contrat local si un enseignant part.

M PAJOT : ce projet a été présenté l'an passé au CE de l'agence.

M MIROCHNIKOV : quels sont les moyens du LFIP pour porter ce projet et appuyer la demande ?

La pétition est signée par les enseignants et des personnels administratifs.

M FEKIH : rappel du gala de charité du 02/12/2023 et invitation à y participer. Il reste des places.

M PAJOT : il faut relancer ; belle initiative.

M FEKIH : la totalité de l'argent encaissé sera reversé à la caisse de solidarité.

Fin de séance à 20h40.